

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre des membres
du Conseil Municipal
élus : 27
en fonction : 27

Séance du 24 septembre 2026
sous la présidence de Mme Sylvie ROEHLLY – Maire

Membres présents : ROEHLLY Sylvie, REGNIER Clarisse, BLANCK Dominique, WEEBER Michelle, FOURNAISE Véronique, ACKER Dominique, ALBECKER Bernard, BONICEL Bénédicte, BLANCK Denis, DOSSMANN Pascal, DREISTADT Maxime, GASSERT Cédrine, HILD Aline, HOFFMANN Caroline, JUNG Didier, KOERIN Gilbert, LAENG Éric, MATTER Denis, SORG Fabienne, VATRY Edwige, VOGT Marie-Line, ZILLIOX Nicolas, ZINCK Gisèle.

Membres absents : RICK Stéphane a donné procuration à JUNG Didier, WINTER-KNECHT Didier a donné procuration à BLANCK Dominique, MATZEN Audrey a donné procuration à Maxime DREISTADT, SCHULLER Céline.

Objet : Mise à jour du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L712-1 et -2, L714-1, L714-4 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret modifié n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat),

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu les avis du Comité Social Territorial en date du 28 mai et du 18 juin 2025, relatifs à la mise en place de critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
067-216705293-20260924-512-2026-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de dépôt en préfecture : 20260924

Vu les avis du Comité Social Territorial en date du 16 juillet et du 28 juillet 2026, relatifs à la mise à jour du RIFSEEP s'agissant des modalités de prise en compte de l'absentéisme.

Madame le Maire informe l'assemblée que seules les modalités de prise en compte de l'absentéisme ont été modifiées, les autres dispositions adoptées le 15 juillet 2025 restent inchangées.

Il est rappelé que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la Fonction Publique de l'Etat est transposable à la Fonction Publique Territoriale. Il se compose de deux parts :

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- et un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

le RIFSEEP, poursuit les objectifs suivants :

- Prendre en compte la place de chacun dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- Valoriser l'expérience professionnelle ;
- Prendre en compte le niveau de responsabilité des différents postes en fonction des trois critères d'encadrement, d'expertise et de sujétions ;
- Renforcer l'attractivité de la collectivité ;

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles explicitement cumulables.

BENEFICIAIRES :

Le RIFSEEP pourra être versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires des cadres d'emplois suivants :

- Attaché,
- Rédacteur,
- Technicien,
- Animateur,
- Adjoint administratif,
- Agent de maîtrise,
- Adjoint technique,
- ATSEM.

Le RIFSEEP pourra être versé aux agents contractuels de droit public.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

L'INDEMNITE DE FONCTIONS, SUJETIONS ET EXPERTISE (IFSE) : PART FONCTIONNELLE

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion ;

- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

Accusé de réception en préfecture
067-216705293-20260924-57-2026-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

Modulation selon l'absentéisme :

L'IFSE sera maintenue intégralement en cas de congé de maternité, de paternité et congé pour adoption.

L'IFSE suivra le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire Le calcul tient compte du délai de carence pour le congé de maladie ordinaire

L'IFSE suivra le sort du traitement jusqu'au 730^{ème} jour et sera supprimée à partir du 731^{ème} jour en cas de congé pour accident de service et congé pour maladie professionnelle.

L'IFSE sera maintenue en cas de congés de longue maladie (CLM) ou de grave maladie (CGM) à raison de 33% la première année et de 60% la deuxième et la troisième année.

L'IFSE sera versée au prorata du temps de présence en cas de temps partiel thérapeutique.

L'IFSE sera supprimée en cas de congé de longue durée

L'IFSE sera supprimée en cas de période préparatoire de reclassement.

a) Le rattachement à un groupe de fonctions

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise et les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes de fonctions définis ci-dessous.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard du :
 - Niveau hiérarchique
 - Nombre de collaborateurs encadrés
 - Type de collaborateurs encadrés
 - Niveau d'encadrement ou de coordination (si pas d'encadrement)
 - Niveau de responsabilité liées aux missions (humaine, financière, juridique, politique)
 - Niveau d'influence sur les résultats collectifs
 - Travail en mode projets
 - Délégation de signature
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
 - Connaissance requise
 - Technicité / Niveau de difficulté
 - Champ d'application
 - Diplôme
 - Détenir une certification
 - Autonomie
 - Influence / motivation d'autrui

- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

Accusé de réception en préfecture
067-218705293-20260924-57-2026-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

- Relations externes / internes (typologie des interlocuteurs)
- Impact sur l'image de la collectivité
- Risque d'agression physique
- Risque d'agression verbale
- Exposition aux risques de contagion(s)
- Risque de blessure
- Risques (poussières, port de charges lourdes, vibration mécanique, posture pénible)
- Horaires variables ou décalés
- Contraintes météorologiques
- Travail posté
- Exposition au bruit
- Obligation d'assister aux instances
- Engagement de la responsabilité financière
- Engagement de la responsabilité juridique
- Actualisation des connaissances

Le Maire propose de fixer les groupes et les montants de référence pour les cadres d'emplois suivants :

GROUPES	Cadres d'emplois concernés	Fonctions	Montants maximums annuels IFSE
A1	• Attaché	• DGS	• 8 520 €
B1	• Rédacteur	• Chargée des RH, urbanisme, état-civil et élections	• 3 972 €
B1	• Animateur	• Bibliothécaire	• 3 972 €
C1	• Adjoint administratif	• Agent de gestion comptable	• 2 520 €
C2	• Adjoint administratif	• Agent d'accueil et de gestion administrative	• 2 400 €
B1	• Technicien	• Responsable des services techniques	• 4 468 €
C1	• Agent de maîtrise	• Responsable des services techniques	• 2 520 €
C1	• Adjoint technique	• Responsable des services techniques	• 2 520 €
C2	• Agent de maîtrise	• Agent polyvalent des services techniques	• 2 400 €
C2	• Adjoint technique	• Agent polyvalent des services techniques	• 2 400 €
C2	• Agent de maîtrise	• Agent des espaces verts	• 2 400 €
C2	• Adjoint technique	• Agent des espaces verts	• 2 400 €
C2	• ATSEM	• ATSEM	• 2 400 €

b) L'expérience professionnelle

GROUPES	Cadres d'emplois concernés	Fonctions	Plafond Fonction	Plafond Expertise
			(=85% du montant maximum annuel de l'IFSE)	(=15% du montant maximum annuel de l'IFSE)
A1	• Attaché	DGS	• 7 242 €	• 1 278 €
B1	• Rédacteur	Chargée des RH, urbanisme, état-civil et élections	• 3 376 €	• 596 €
B1	• animateur	Bibliothécaire	• 3 376 €	• 596 €
C1	• Adjoint administratif	Agent de gestion comptable	• 2 142 €	• 378 €
C2	• Adjoint administratif	Agent d'accueil et de gestion administrative	• 2 040 €	• 360 €
B1	• Technicien	Responsable des services techniques	• 3 798 €	• 670 €
C1	• Agent de maîtrise	Responsable des services techniques	• 2 142 €	• 378 €
C1	• Adjoint technique	Responsable des services techniques	• 2 142 €	• 378 €
C2	• Agent de maîtrise	Agent polyvalent des services techniques	• 2 040 €	• 360 €
C2	• Adjoint technique	Agent polyvalent des services techniques	• 2 040 €	• 360 €
C2	• Agent de maîtrise	Agent des espaces verts	• 2 040 €	• 360 €
C2	• Adjoint technique	Agent des espaces verts	• 2 040 €	• 360 €
C2	• ATSEM	ATSEM	• 2 040 €	• 360 €

Le montant alloué au titre de l'Expertise pourra être modulé en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- Expérience dans le domaine d'activité ;
- Expérience dans d'autres domaines ;
- Connaissance de l'environnement de travail ;
- Capacité à exploiter les acquis de l'expérience
- Capacité à mobiliser les acquis des formations suivies ;
- Capacité à exercer les activités de la fonction.

Les montants indiqués constituent des plafonds maximums et font référence à une cotation fonction de 145 points (cf. Annexe 1) et à une cotation expertise individuelle de 50 points (cf. Annexe 2).

LE COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA) : PART LIEE A L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET A LA MANIERE DE SERVIR

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de l'**engagement professionnel** et sa **manière de servir**.

La part liée à la manière de servir sera versée mensuellement.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

Modulation selon l'absentéisme :

Accusé de réception en préfecture
067-216705293-20260924-57-2026-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

Le CIA sera maintenu intégralement en cas de congé de maternité, de paternité et congé pour adoption.

Le CIA suivra le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire Le calcul tient compte du délai de carence pour le congé de maladie ordinaire

Le CIA suivra le sort du traitement jusqu'au 730^{ème} jour et sera supprimée à partir du 731^{ème} jour en cas de congé pour accident de service et congé pour maladie professionnelle.

Le CIA sera maintenu en cas de congés de longue maladie (CLM) ou de grave maladie (CGM) à raison de 33% la première année et de 60% la deuxième et la troisième année.

Le CIA sera versé au prorata du temps de présence en cas de temps partiel thérapeutique.

Le CIA sera supprimé en cas de congé de longue durée

Le CIA sera supprimé en cas de période préparatoire de reclassement.

Si la durée de l'absence de l'agent ne lui permet pas de faire l'objet d'une appréciation de la valeur de servir lors de l'entretien professionnel annuel, il ne pourra pas percevoir d'indemnité au titre du CIA.

Le CIA sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- Résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs ;
- Compétences professionnelles et techniques ;
- Qualités relationnelles ;
- Capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE, les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

GROUPES	Cadres d'emplois concernés	Fonctions	Montants maximums annuels complément indemnitaire
A1	• Attaché	• DGS	• 34 080 €
B1	• Rédacteur	• Chargée des RH, urbanisme, état-civil et élections	• 15 888 €
B1	• Animateur	• Bibliothécaire	• 15 888 €
C1	• Adjoint administratif	• Agent de gestion comptable	• 10 080 €
C2	• Adjoint administratif	• Agent d'accueil et de gestion administrative	• 9 600 €
B1	• Technicien	• Responsable des services techniques	• 17 872 €
C1	• Agent de maîtrise	• Responsable des services techniques	• 10 080 €
C1	• Adjoint technique	• Responsable des services techniques	• 10 080 €
C2	• Agent de maîtrise	• Agent polyvalent des services techniques	• 9 600 €
C2	• Adjoint technique	• Agent polyvalent des services techniques	• 9 600 €
C2	• Agent de maîtrise	• Agent des espaces verts	• 9 600 €
C2	• Adjoint technique	• Agent des espaces verts	• 9 600 €
C2	• ATSEM	• ATSEM	• 9 600 €

Les montants individuels sont attribués par l'autorité territoriale, dans le respect des fourchettes d'attribution présentées en Annexe 3. La part de la prime n'est pas corrélée à une valeur de point.

LE CONSEIL MUNICIPAL

=====

ENTENDU l'exposé du Maire ;

Accusé de réception en préfecture
067-216705293-20260924-57-2026-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

Après en avoir délibéré, à la majorité (une voix CONTRE) ;

APPROUVE la mise à jour du RIFSEEP au niveau des modalités de prise en compte de l'absentéisme.

POUR EXTRAIT ET COPIE CONFORME,

Publié le 29 SEP. 2026

Transmis à la Préfecture le 29 SEP. 2026

Délibération exécutoire conformément à la loi
n°82-623 du 22 juillet 1982

Weyersheim, le 28 septembre 2026

La secrétaire, Sandrine ANDRE

A -

Le Maire, Sylvie ROEHLLY

